

RCS : GRENOBLE

Code greffe : 3801

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de GRENOBLE atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1991 B 00809

Numéro SIREN : 382 331 478

Nom ou dénomination : A2A

Ce dépôt a été enregistré le 08/07/2020 sous le numéro de dépôt B2020/007812

DEPOT DES COMPTES ANNUELS

n° de dépôt : **B2020/007812**
n° de gestion : **1991B00809**
n° SIREN : **382 331 478 RCS Grenoble**

Le greffier du Tribunal de Commerce de Grenoble certifie avoir procédé le 08/07/2020 à un dépôt annexé au dossier du registre du commerce et des sociétés de :

A2A - Société par actions simplifiée
39 chemin du Vieux Chêne 38240 Meylan -FRANCE-

date de clôture : 31/12/2019

Ce dépôt comprend les documents comptables prévus par la législation en vigueur.

Concernant les événements RCS suivants :
Dépôt des comptes annuels



1526368

Désignation de l'entreprise : SAS A2A		Durée de l'exercice exprimée en nombre de mois * 12							
Adresse de l'entreprise : 39 CHEMIN DU VIEUX CHENE		Durée de l'exercice précédent * 12							
Numéro SIRET * 3 8 2 3 3 1 4 7 8 0 0 0 2 6		Néant ☐							
		Exercice N, clos le, 31122019	N-1 31122018						
		Brut 1	Amortissements, provisions 2						
		Net 3	Net 4						
Capital souscrit non appelé (I)		AA							
ACTIF IMMOBILISE *	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Frais d'établissement *	AB	AC					
		Frais de développement *	CX	CQ					
		Concessions, brevets et droits similaires	AF	AG	53 313	51 898	1 416	4 465	
		Fonds commercial (1)	AH	AI					
		Autres immobilisations incorporelles	AJ	AK	21 700	21 149	551	2 576	
		Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	AL	AM					
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Terrains	AN	AO					
		Constructions	AP	AO	248 056	110 723	137 333	155 717	
		Installations techniques, matériel et outillage industriels	AR	AS					
		Autres immobilisations corporelles	AT	AU	145 609	125 893	19 716	39 938	
		Immobilisations en cours	AV	AW					
		Avances et acomptes	AX	AY					
		IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)	Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence	CS	CT				
			Autres participations	CU	CV				
			Créances rattachées à des participations	BB	BO				
			Autres titres immobilisés	BD	BE				
			Prêts	BF	BG				
			Autres immobilisations financières *	BH	BI	4 630		4 630	130
TOTAL (II)		BJ	BK	473 308	309 663	163 646	202 827		
ACTIF CIRCULANT	STOCKS *	Matières premières, approvisionnements	BL	BM					
		En cours de production de biens	BN	BO					
		En cours de production de services	BP	BQ					
		Produits intermédiaires et finis	BR	BS					
		Marchandises	BT	BU	787 455	125 832	661 623	702 857	
	CREANCES	Avances et acomptes versés sur commandes	BV	BW					
		Clients et comptes rattachés (3) *	BX	BY	1 374 645	56 983	1 317 662	1 187 993	
		Autres créances (3)	BZ	CA	262 021		262 021	276 015	
	DIVERS	Capital souscrit et appelé, non versé	CB	CC					
		Valeurs mobilières de placement (dont actions propres)	CD	CE					
		Disponibilités	CF	CG	825 458		825 458	460 317	
	Comptes de régularisation	Charges constatées d'avance (3) *	CH	CI	66 812		66 812	54 786	
TOTAL (III)		CJ	CK	3 316 391	182 815	3 133 576	2 681 966		
Frais d'émission d'emprunt à évaluer (IV)		CW							
Primes de remboursement des obligations (V)		CM							
Ecart de conversion actif * (VI)		CN							
TOTAL GENERAL (I à VI)		CO	IA	3 789 700	492 478	3 297 222	2 884 793		
Renvois (1) Dont droit au bail	(2) Part à moins d'un an des immobilisations financières nettes	CP	4 630	(3) Part à plus d'un an	CR				
Clause de réserve de propriété *	Immobili- sations	Stocks :		Créances :					

Désignation de l'entreprise SAS A2A			Néant ☐	
			Exercice N	Exercice N-1
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel (1) * (Dont versé : 40 000)	DA	40 000	40 000
	Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	DB		
	Ecart de réévaluation (2) * (dont écart d'équivalence ☐ EK ☐)	DC		
	Réserve légale (3)	DD	4 000	4 000
	Réserves statutaires ou contractuelles	DE	38 112	38 112
	Réserves réglementées (3)* (Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours ☐ B1 ☐)	DF		
	Autres réserves (Dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants* ☐ EJ ☐)	DG	219 438	163 454
	Report à nouveau	DH		
	RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	DI	341 800	155 984
	Subventions d'investissement	DJ		
	Provisions réglementées *	DK		
	TO TAL (I)	DL	643 350	401 550
Autres fonds propres	Produit des émissions de titres participatifs	DM		
	Avances conditionnées	DN		
	TO TAL (II)	DO		
Provisions pour risques et charges	Provisions pour risques	DP		
	Provisions pour charges	DQ		
	TO TAL (III)	DR		
DETTES (4)	Emprunts obligataires convertibles	DS		
	Autres emprunts obligataires	DT		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)	DU	101 045	417 425
	Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs ☐ EI ☐)	DV	125 861	125 861
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	DW		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	DX	1 648 970	1 296 797
	Dettes fiscales et sociales	DY	671 829	547 439
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	DZ		
	Autres dettes	EA	58 101	36 950
Compte régul	Produits constatés d'avance (4)	EB	48 067	58 772
TO TAL (IV)	EC	2 653 872	2 483 243	
	Ecart de conversion passif *	ED		
TO TAL GENERAL (I à V)	EE	3 297 222	2 884 793	
RENVOIS	(1) Ecart de réévaluation incorporé au capital	1B		
	(2) Dont { Réserve spéciale de réévaluation (1959) Ecart de réévaluation libre Réserve de réévaluation (1976)	1C		
		1D		
		1E		
	(3) Dont réserve spéciale des plus-values à long terme *	EF		
	(4) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	EG	2 615 818	2 384 363
(5) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	EH	2 108	237 963	

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Désignation de l'entreprise : SAS A2A						Néant ☐ *			
		Exercice N				Exercice (N-1)			
		France		Exportations et livraisons intracommunautaires				Total	
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises *	FA	7 122 448	FB		FC	7 122 448	7 698 022	
	Production vendue $\left\{ \begin{array}{l} \text{biens*} \\ \text{services *} \end{array} \right.$	FD		FE		FF			
		FG	611 993	FH		FI	611 993	647 864	
		FJ	7 734 441	FK		FL	7 734 441	8 345 886	
	Chiffres d'affaires nets*								
	Production stockée *					FM			
	Production immobilisée *					FN			
	Subventions d'exploitation					FO			
	Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges * (9)					FP	141 789	176 910	
	Autres produits (1) (11)					FQ	107	664	
Total des produits d'exploitation (2) (I)						FR	7 876 336	8 523 459	
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises (y compris droits de douane) *					FS	4 278 049	4 890 044	
	Variation de stock (marchandises) *					FT	51 838	44 891	
	Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane) *					FU			
	Variation de stock (matières premières et approvisionnements) *					FV			
	Autres achats et charges externes (3) (6 bis) *					FW	1 126 383	1 174 310	
	Impôts, taxes et versements assimilés *					FX	75 697	95 220	
	Salaires et traitements *					FY	1 211 848	1 311 487	
	Charges sociales (10)					FZ	534 434	610 231	
	DOTATIONS D'EXPLOITATION	Sur immobilisations $\left\{ \begin{array}{l} - \text{dotations aux amortissements *} \\ - \text{dotations aux provisions} \end{array} \right.$					GA	59 307	61 871
							GB		
		Sur actif circulant : dotations aux provisions *					GC	152 671	139 511
		Pour risques et charges : dotations aux provisions					GD		
	Autres charges (12)					GE	6 817	4 895	
	Total des charges d'exploitation (4) (II)						GF	7 497 044	8 332 459
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)						GG	379 293	191 000	
opérations en commun	Bénéfice attribué ou perte transférée * (III)					GH			
	Perte supportée ou bénéfice transféré * (IV)					GI			
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations (5)					GJ	397	378	
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)					GK			
	Autres intérêts et produits assimilés (5)					GL			
	Reprises sur provisions et transferts de charges					GM			
	Différences positives de change					GN			
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement					GO			
	Total des produits financiers (V)						GP	397	378
CHARGES FINANCIERES	Dotations financières aux amortissements et provisions *					GQ			
	Intérêts et charges assimilées (6)					GR	3 787	7 710	
	Différences négatives de change					GS			
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement					GT			
Total des charges financières (VI)						GU	3 787	7 710	
2 - RESULTAT FINANCIER (V - VI)						GV	(3 390)	(7 332)	
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV + V - VI)						GW	375 902	183 668	

Annexe des comptes annuels 31/12/2019

Etat exprimé en euros

COVID-19

Pour l'information à mentionner dans l'annexe des comptes annuels, relative à l'impact du covid-19 dans les comptes **clos au 31/12/2019**, sont indiqués ci-dessous quelques exemples de texte selon différentes situations.

(source : conseil supérieur de l'Ordre des Experts Comptables)

1. Information au titre d'un événement post-clôture

La crise sanitaire liée au covid-19 et la promulgation de l'état d'urgence sanitaire par la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence constituent un événement majeur. L'entreprise a estimé à la date d'arrêt de ses comptes que cette situation relève d'un événement post-clôture sans lien avec une situation existant au 31 décembre 2019. Par conséquent, l'entreprise n'a pas procédé à un ajustement de ses comptes clos au 31 décembre 2019 au titre de cet événement.

2. Information au titre de l'impact du covid-19 sur l'activité de l'entreprise postérieurement à la clôture de l'exercice

Cas d'entreprises qui ont établi leurs comptes selon le principe de continuité d'exploitation

Conformément aux dispositions du PCG sur les informations à mentionner dans l'annexe, l'entreprise constate que cette crise sanitaire a un impact significatif sur son activité

A la date d'établissement de ses comptes, l'entreprise a constaté une baisse du chiffre d'affaires de 50% entre le 1er janvier 2020 et la date d'établissement des comptes, avec des possibilités éventuelles de report sur le deuxième semestre.

Sur les incertitudes pesant à la date d'arrêt des comptes sur la situation financière de l'entreprise résultant de la crise

- Incidences non chiffrables

A la date d'établissement des comptes de l'entreprise 02/06/2020, l'entreprise n'est pas en mesure de

Annexe des comptes annuels 31/12/2019

Etat exprimé en euros

chiffrer l'impact de la crise sur son patrimoine, sa situation financière et son résultat.

L'entreprise a toutefois mis en action un plan de continuation de l'activité en utilisant les mesures suivantes :

- Recours à l'activité partielle pour l'ensemble du personnel
- Obtention d'un prêt garanti par l'Etat 1 930 000 €
- Des mesures de report en matière des dettes sociales, fiscales et prêts bancaires.

Eu égard à ces mesures, à la date de l'arrêté des comptes 31/12/2019, l'entreprise estime que la poursuite de son exploitation n'est pas remise en cause.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **3 297 222** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **7 888 369** euros et un total **charges** de **7 546 570** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **341 800** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2019** et finit le **31/12/2019**.
Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Stocks et en cours

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les produits en cours de production ont été évalués à leur coût de production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

ANNEXE - Elément supplémentaire

Annexe libre

Etat exprimé en euros

Informations complémentaires sur le bilan actif

Les stocks et en cours ont, le cas échéant, été dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la date de clôture de l'exercice.

- Les stocks de location ont été dépréciés 15% par an. La provision est calculée à partir de la date d'acquisition du matériel. Au 31/12/2019, la valeur brute du matériel loué est de 58 692 et la dépréciation est de de 19 008.
- Les stocks d'occasion ont fait l'objet d'une dépréciation de 95 815 pour une valeur brute de 120 935.

ANNEXE - Elément 2

Immobilisations

Etat exprimé en euros

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2019
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres	71 992		3 021			75 013
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	71 992		3 021			75 013
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencet aménagement	241 742		6 704		390	248 056
	Instal technique. matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers	8 454					8 454
	Matériel de transport	18 735					18 735
	Matériel de bureau, mobilier	115 414		6 885		3 879	118 420
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		384 345		13 589		4 269	393 665
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	130		4 500			4 630
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	130		4 500			4 630
TOTAL		456 467		21 110		4 269	473 308

ANNEXE - Elément 3

Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2019
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Autres	64 951	8 096		73 046
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	64 951	8 096		73 046
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement	86 025	24 698		110 723
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres Instal., agencement, aménagement divers	6 569	842		7 411
	Matériel de transport	17 264	1 471		18 735
	Matériel de bureau, mobilier	78 832	24 200	3 284	99 747
Emballages récupérables et divers					
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		188 690	51 211	3 284	236 617
TOTAL		253 641	59 307	3 284	309 663

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires							
	Dotations			Reprises			Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Autres immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOB INCORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agenct aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES							
Frais d'acquisition de titres de participation							
TOTAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE							

ANNEXE - Elément 4

Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2019
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours	136 437	125 832	136 437	125 832
	Sur comptes clients	35 121	26 838	4 977	56 983
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	171 558	152 671	141 414	182 815
TOTAL GENERAL		171 558	152 671	141 414	182 815

Dont dotations
et reprises {
- d'exploitation
- financières
- exceptionnelles

152 671

141 414

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.

ANNEXE - Elément 5

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

		31/12/2019	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières	4 630	4 630	
	Clients douteux ou litigieux	68 379	68 379	
	Autres créances clients	1 306 266	1 306 266	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	609	609	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	272	272	
	Impôts sur les bénéfices	26 223	26 223	
	Taxes sur la valeur ajoutée	139 555	139 555	
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	1 997	1 997	
	Groupe et associés (2)	36 873	36 873	
	Débiteurs divers	56 493	56 493	
	Charges constatées d'avances	66 812	66 812	
	TOTAL DES CREANCES	1 708 108	1 708 108	
(1) Prêts accordés en cours d'exercice				
(1) Remboursements obtenus en cours d'exercice				
(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

31/12/2019	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
------------	--------------	-----------	---------------

DETTES	Emprunts obligataires convertibles (1)				
	Autres emprunts obligataires (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine (1)	2 108	2 108		
	Emp. dettes ets de crédit à plus 1an à l'origine (1)	98 938	60 883	38 054	
	Emprunts et dettes financières divers (1) (2)	1 100	1 100		
	Fournisseurs et comptes rattachés	1 648 970	1 648 970		
	Personnel et comptes rattachés	301 863	301 863		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	213 810	213 810		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée	134 122	134 122		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	22 033	22 033		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés (2)	124 761	124 761		
	Autres dettes	58 101	58 101		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	48 067	48 067		
	TOTAL DES DETTES	2 653 872	2 615 818	38 054	
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice					
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice		80 483			
(2) Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

ANNEXE - Elément 6.10

Produits à recevoir

Etat exprimé en euros

31/12/2019

Total des Produits à recevoir		256 146
Autres créances clients <i>CLIENTS FACTURES A ETABLIR</i>	<i>197 656</i>	197 656
Autres créances <i>FOURN AVOIR A RECEVOIR</i> <i>CVAE A RECEVOIR</i> <i>INTERETS C/C A RECEVOIR</i>	<i>56 096</i> <i>1 997</i> <i>397</i>	58 490

ANNEXE - Elément 6.11

Charges à payer

Etat exprimé en euros

31/12/2019

Total des Charges à payer		675 070
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		1 210
INT COURUS/EMPRUNTS ETABLISSTS	58	
AGIOS TRIMESTRIE. A PAYER	1 152	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		311 683
FOURN FACTURES NON PARVENUES.	311 683	
Dettes fiscales et sociales		304 076
PERS CONGES A PAYER	90 958	
NDF A PAYER	948	
PERS AUTRES CHARGES A PAYER	111 664	
ORG.SOC. CONGES A PAYER	39 480	
ORG.SOC. AUTRES CHARGES A PAYE	46 899	
TAXE FORMATION CONTINUE	2 570	
EFFORT CONSTRUCTION	5 721	
TAXE APPRENTISSAGE	1 019	
ETAT AUTRES CHARGES A PAYER	4 817	
Autres dettes		58 101
CLIENTS RRR A ACCORDER	58 101	

ANNEXE - Elément 6.12

Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros		Période	Montants	31/12/2019
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			66 812	66 812
Charges constatées d'avance - FINANCIERES				
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES				
TOTAL				66 812

--

ANNEXE - Elément 6.12

Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros		Période	Montants	31/12/2019
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION			48 067	48 067
Produits constatés d'avance - FINANCIERS				
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS				
TOTAL				48 067

--

ANNEXE - Elément 6.14

Capital social

Etat exprimé en euros

31/12/2019

Nombre

Val. Nominale

Montant

ACTIONS / PARTS SOCIALES				
	Du capital social début exercice	2 500,00	16,0000	40 000,00
	Emises pendant l'exercice		0,0000	
	Remboursées pendant l'exercice		0,0000	
	Du capital social fin d'exercice	2 500,00	16,0000	40 000,00

ANNEXE - Elément 9

Dettes garanties par des Sûretés Réelles

Etat exprimé en euros

Nat. Dette	Nature de la Garantie	Org. Bénéficiaire	Montant début	31/12/2019
	Nantissement du fonds de commerce sur les emprunts dans la limite de la créance restant due	CIC LYONNAISE	50 000	
		TOTAL	50 000	

Annexe libre

Etat exprimé en euros

Autres informations complémentaires

Détail des dettes , créances, charges et produits concernant les sociétés liées GTS et Your Team

- Dette fournisseur Your Team	14 271
- Dette cc Gts garantie passif	124 760
- Charges de prestations Your Team	225 000

Engagements en matière de pensions et retraites

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite.

Au vue du caractère non significatif de cet engagement , eu égard à la structure actuelle de la société, et de l'aléas des variables de calcul, aucune simulation n'a été réalisée.

Christian ROSSILLON
COMMISSAIRE AUX COMPTES
23 Chemin des Vachers
38410 VAULNAVEYS LE HAUT
RCS 323 258 566

SAS A2A

Rapport Général
Du commissaire aux comptes

Exercice clos le 31 Décembre 2019
SAS A2A
39 Chemin du Vieux Chêne
38240 MEYLAN
Ce rapport contient 20 pages

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 Décembre 2019

A l'Assemblée générale de la société A2A

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 16 Juillet 2018, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société A2A relatifs à l'exercice clos le 31 Décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01/01/2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que **les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.**

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Sans remettre en cause notre opinion sur les comptes, nous attirons l'attention du lecteur sur les éléments dans l'annexe, reportés ci-dessous et relatifs aux incidences liés au Covid-19.

1. Information au titre d'un événement post-clôture

La crise sanitaire liée au covid-19 et la promulgation de l'état d'urgence sanitaire par la loi n°

2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence constituent un événement majeur. L'entreprise a estimé à la date d'arrêt de ses comptes que cette situation relève d'un événement post-clôture sans lien avec une situation existant au 31 décembre 2019. Par conséquent, l'entreprise n'a pas procédé à un ajustement de ses comptes clos au 31 décembre 2019 au titre de cet événement.

2. Information au titre de l'impact du covid-19 sur l'activité de l'entreprise postérieurement à la clôture de l'exercice

Cas d'entreprises qui ont établi leurs comptes selon le principe de continuité d'exploitation

Conformément aux dispositions du PCG sur les informations à mentionner dans l'annexe, l'entreprise constate que cette crise sanitaire a un impact significatif sur son activité. A la date d'établissement de ses comptes, l'entreprise a constaté une baisse du chiffre d'affaires de 50% entre le 1er janvier 2020 et la date d'établissement des comptes, avec des possibilités éventuelles de report sur le deuxième semestre.

Sur les incertitudes pesant à la date d'arrêt des comptes sur la situation financière de l'entreprise résultant de la crise.

● Incidences non chiffrables

A la date d'établissement des comptes de l'entreprise 02/06/2020, l'entreprise n'est pas en mesure de chiffrer l'impact de la crise sur son patrimoine, sa situation financière et son résultat.

L'entreprise a toutefois mis en action un plan de continuation de l'activité en utilisant les mesures suivantes :

- Recours à l'activité partielle pour l'ensemble du personnel
- Obtention d'un prêt garanti par l'Etat 1 930 000 €
- Des mesures de report en matière de dettes sociales, fiscales et prêts bancaires.

Eu égard à ces mesures, à la date de l'arrêt des comptes 31/12/2019, l'entreprise estime que la poursuite de son exploitation n'est pas remise en cause.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assuré que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

¹Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A Vaulnaveys le Haut
Le 5 Juin 2020

Christian ROSSILLON
Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie
Régionale de GRENOBLE

Soldes Intermédiaires de Gestion

Etat exprimé en euros	01/01/2019 31/12/2019		12 mois		01/01/2018 31/12/2018		12 mois		Ecart		%
CHIFFRE D'AFFAIRES	7 734 441 100,00				8 345 886 100,00				(611 445)		-7,33
Ventes de marchandises	7 122 448 92,09				7 698 022 92,24				(575 573)		-7,48
- Achats de marchandises	4 278 049 60,06				4 890 044 63,52				(611 994)		-12,52
- Variation stocks de marchandises	51 838 0,73				44 891 0,58				6 947		15,48
MARGE COMMERCIALE (a)	2 792 561 39,21				2 763 087 35,89				29 474		1,07
Production vendue	611 993 7,91				647 864 7,76				(35 872)		-5,54
+ Variation production stockée											
+ Production immobilisée											
PRODUCTION DE L'EXERCICE	611 993 7,91				647 864 7,76				(35 872)		-5,54
- Achats stockés approvisionnement											
- Variation des stocks et approvisionnement											
- Achats de sous-traitance directe											
MARGE BRUTE PRODUCTION (b)	611 993 100,00				647 864 100,00				(35 872)		-5,54
MARGES (Commerciale + Production)	3 404 553 44,02				3 410 951 40,87				(6 398)		-0,19
- Achats non stockés (c)	40 488 0,52				44 834 0,54				(4 346)		-9,69
- Autres charges externes (c)	1 085 520 14,03				1 086 549 13,02				(1 029)		-0,09
VALEUR AJOUTEE PRODUITE (a+b-c)	2 278 545 29,46				2 279 568 27,31				(1 023)		-0,04
+ Subventions d'exploitation											
- Impôts, taxes sur rémunérations	17 368 0,22				34 251 0,41				(16 883)		-49,29
- Autres impôts et taxes	58 329 0,75				60 969 0,73				(2 640)		-4,33
- Salaires et traitements	1 211 848 15,67				1 311 487 15,71				(99 639)		-7,60
- Charges sociales	534 434 6,91				610 231 7,31				(75 796)		-12,42
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	456 566 5,90				262 630 3,15				193 936		73,84
+ Reprises sur amortissements et provisions	141 414 1,83				133 983 1,61				7 431		5,55
+ Autres produits d'exploitation	107				664 0,01				(557)		-83,95
+ Transfert de charges d'exploitation											
- Dotations aux amort.,dépréciations et provisions	211 977 2,74				201 382 2,41				10 595		5,26
- Autres charges de gestion courante	6 817 0,09				4 895 0,06				1 922		39,25
RESULTAT EXPLOITATION	379 293 4,90				191 000 2,29				188 293		98,58
Bénéfice-perte sur opérations en commun											
+ Produits financiers	397 0,01				378				19		4,92
- Charges financières	3 787 0,05				7 710 0,09				(3 923)		-50,88
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	375 902 4,86				183 668 2,20				192 234		104,66
Produits exceptionnels	11 636 0,15				27 383 0,33				(15 747)		-57,51
- Charges exceptionnelles	49 669 0,64				58 637 0,70				(8 968)		-15,29
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(38 033) -0,49				(31 254) -0,37				(6 779)		-21,69
- Participation des salariés											
- Impôts sur les bénéfices	(3 930) -0,05				(3 570) -0,04				(360)		-10,08
RESULTAT DE L'EXERCICE	341 800 4,42				155 984 1,87				185 815		119,12

Bilan Actif

Etat exprimé en euros

		31/12/2019			31/12/2018
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)					
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de développement				
	Concessions brevets droits similaires	53 313	51 898	1 416	4 465
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles	21 700	21 149	551	2 576
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions	248 056	110 723	137 333	155 717
	Installations techniques, mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	145 609	125 893	19 716	39 938
	Immobilisations en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	4 630		4 630	130
TOTAL (II)		473 308	309 663	163 646	202 827
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises	787 455	125 832	661 623	702 857
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients et comptes rattachés	1 374 645	56 983	1 317 662	1 187 993
	Autres créances	262 021		262 021	276 015
	Capital souscrit appelé, non versé				
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	825 458		825 458	460 317
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	66 812		66 812	54 786
	TOTAL (III)	3 316 391	182 815	3 133 576	2 681 966
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
	Primes de remboursement des obligations (V)				
	Ecarts de conversion actif (VI)				
TOTAL ACTIF (I à VI)		3 789 700	492 478	3 297 222	2 884 793

(1) dont droit au bail

(2) dont immobilisations financières à moins d'un an

4 630

130

(3) dont créances à plus d'un an

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

		31/12/2019	31/12/2018
Capitaux Propres	Capital social ou individuel	40 000	40 000
	Primes d'émission, de fusion, d'apport ...		
	Ecart de réévaluation		
	RESERVES		
	Réserve légale	4 000	4 000
	Réserves statutaires ou contractuelles	38 112	38 112
	Réserves réglementées		
	Autres réserves	219 438	163 454
	Report à nouveau		
	Résultat de l'exercice	341 800	155 984
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Total des capitaux propres	643 350	401 550
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	Total des autres fonds propres		
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	Total des provisions		
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	101 045	417 425
	Emprunts et dettes financières divers	125 861	125 861
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 648 970	1 296 797
	Dettes fiscales et sociales	671 829	547 439
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	58 101	36 950
	Produits constatés d'avance (1)	48 067	58 772
	Total des dettes	2 653 872	2 483 243
	Ecart de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	3 297 222	2 884 793
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	341 799,55	155 984,14
(1)	Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	2 615 818	2 384 363
(2)	Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	2 108	237 963

Annexe des comptes annuels 31/12/2019

Etat exprimé en euros

COVID-19

Pour l'information à mentionner dans l'annexe des comptes annuels, relative à l'impact du covid-19 dans les comptes **clos au 31/12/2019**, sont indiqués ci-dessous quelques exemples de texte selon différentes situations.

(source : conseil supérieur de l'Ordre des Experts Comptables)

1. Information au titre d'un événement post-clôture

La crise sanitaire liée au covid-19 et la promulgation de l'état d'urgence sanitaire par la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence constituent un événement majeur. L'entreprise a estimé à la date d'arrêté de ses comptes que cette situation relève d'un événement post-clôture sans lien avec une situation existant au 31 décembre 2019. Par conséquent, l'entreprise n'a pas procédé à un ajustement de ses comptes clos au 31 décembre 2019 au titre de cet événement.

2. Information au titre de l'impact du covid-19 sur l'activité de l'entreprise postérieurement à la clôture de l'exercice

Cas d'entreprises qui ont établi leurs comptes selon le principe de continuité d'exploitation

Conformément aux dispositions du PCG sur les informations à mentionner dans l'annexe, l'entreprise constate que cette crise sanitaire a un impact significatif sur son activité

A la date d'établissement de ses comptes, l'entreprise a constaté une baisse du chiffre d'affaires de 50% entre le 1er janvier 2020 et la date d'établissement des comptes, avec des possibilités éventuelles de report sur le deuxième semestre.

Sur les incertitudes pesant à la date d'arrêté des comptes sur la situation financière de l'entreprise résultant de la crise

- Incidences non chiffrables

A la date d'établissement des comptes de l'entreprise 02/06/2020, l'entreprise n'est pas en mesure de

Annexe des comptes annuels 31/12/2019

Etat exprimé en euros

chiffrer l'impact de la crise sur son patrimoine, sa situation financière et son résultat.

L'entreprise a toutefois mis en action un plan de continuation de l'activité en utilisant les mesures suivantes :

- Recours à l'activité partielle pour l'ensemble du personnel
- Obtention d'un prêt garanti par l'Etat 1 930 000 €
- Des mesures de report en matière des dettes sociales, fiscales et prêts bancaires.

Eu égard à ces mesures, à la date de l'arrêté des comptes 31/12/2019, l'entreprise estime que la poursuite de son exploitation n'est pas remise en cause.

ANNEXE - Elément 1

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **3 297 222 euros**.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **7 888 369 euros** et un total **charges** de **7 546 570 euros**, dégageant ainsi un **résultat** de **341 800 euros**.

L'exercice considéré débute le **01/01/2019** et finit le **31/12/2019**.

Il a une durée de **12 mois**.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Stocks et en cours

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les produits en cours de production ont été évalués à leur coût de production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

ANNEXE - Elément supplémentaire

Annexe libre

Etat exprimé en euros

Informations complémentaires sur le bilan actif

Les stocks et en cours ont, le cas échéant, été dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la date de clôture de l'exercice.

- Les stocks de location ont été dépréciés 15% par an. La provision est calculée à partir de la date d'acquisition du matériel.

Au 31/12/2019, la valeur brute du matériel loué est de 58 692 et la dépréciation est de de 19 008.

- Les stocks d'occasion ont fait l'objet d'une dépréciation de 95 815 pour une valeur brute de 120 935.

ANNEXE - Elément 2

Immobilisations

Etat exprimé en euros

Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2019
	Augmentations		Diminutions		
	Réévaluations	Acquisitions	Virt p à p.	Cessions	

INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres	71 992		3 021			75 013
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	71 992		3 021			75 013

CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencet aménagement	241 742		6 704		390	248 056
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers	8 454					8 454
	Matériel de transport	18 735					18 735
	Matériel de bureau, mobilier	115 414		6 885		3 879	118 420
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	384 345		13 589		4 269	393 665

FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	130		4 500			4 630
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	130		4 500			4 630

TOTAL	456 467		21 110		4 269	473 308
--------------	----------------	--	---------------	--	--------------	----------------

--	--	--	--	--	--	--

ANNEXE - Elément 3

Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2019
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Autres	64 951	8 096		73 046
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	64 951	8 096		73 046
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement aménagement	86 025	24 698		110 723
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres Instal., agencement, aménagement divers	6 569	842		7 411
	Matériel de transport	17 264	1 471		18 735
	Matériel de bureau, mobilier	78 832	24 200	3 284	99 747
	Emballages récupérables et divers				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	188 690	51 211	3 284	236 617
TOTAL		253 641	59 307	3 284	309 663

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires

	Dotations			Reprises			Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Autres immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOB INCORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agencet aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES							
Frais d'acquisition de titres de participation							
TOTAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE							

ANNEXE - Elément 4

Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2019
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours	136 437	125 832	136 437	125 832
	Sur comptes clients	35 121	26 838	4 977	56 983
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	171 558	152 671	141 414	182 815
TOTAL GENERAL		171 558	152 671	141 414	182 815

Dont dotations
et reprises {
- d'exploitation
- financières
- exceptionnelles

152 671

141 414

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.

ANNEXE - Elément 5

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

		31/12/2019	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières	4 630	4 630	
	Clients douteux ou litigieux	68 379	68 379	
	Autres créances clients	1 306 266	1 306 266	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	609	609	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	272	272	
	Impôts sur les bénéfices	26 223	26 223	
	Taxes sur la valeur ajoutée	139 555	139 555	
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	1 997	1 997	
	Groupe et associés (2)	36 873	36 873	
	Débiteurs divers	56 493	56 493	
	Charges constatées d'avances	66 812	66 812	
	TOTAL DES CREANCES	1 708 108	1 708 108	
(1) Prêts accordés en cours d'exercice				
(1) Remboursements obtenus en cours d'exercice				
(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2019	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles (1)				
	Autres emprunts obligataires (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine (1)	2 108	2 108		
	Emp. dettes ets de crédit à plus 1an à l'origine (1)	98 938	60 883	38 054	
	Emprunts et dettes financières divers (1) (2)	1 100	1 100		
	Fournisseurs et comptes rattachés	1 648 970	1 648 970		
	Personnel et comptes rattachés	301 863	301 863		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	213 810	213 810		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée	134 122	134 122		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	22 033	22 033		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés (2)	124 761	124 761		
	Autres dettes	58 101	58 101		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	48 067	48 067		
	TOTAL DES DETTES	2 653 872	2 615 818	38 054	
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice					
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice		80 483			
(2) Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

ANNEXE - Elément 6.10

Produits à recevoir

Etat exprimé en euros

31/12/2019

Total des Produits à recevoir		256 146
Autres créances clients <i>CLIENTS FACTURES A ETABLIR</i>	197 656	197 656
Autres créances <i>FOURN AVOIR A RECEVOIR</i> <i>CVAE A RECEVOIR</i> <i>INTERETS C/C A RECEVOIR</i>	56 096 1 997 397	58 490

ANNEXE - Elément 6.11

Charges à payer

Etat exprimé en euros

31/12/2019

Total des Charges à payer		675 070
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		1 210
INT COURUS/EMPRUNTS ETABLISSTS	58	
AGIOS TRIMESTRIE. A PAYER	1 152	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		311 683
FOURN FACTURES NON PARVENUES.	311 683	
Dettes fiscales et sociales		304 076
PERS CONGES A PAYER	90 958	
NDF A PAYER	948	
PERS AUTRES CHARGES A PAYER	111 664	
ORG.SOC. CONGES A PAYER	39 480	
ORG.SOC. AUTRES CHARGES A PAYE	46 899	
TAXE FORMATION CONTINUE	2 570	
EFFORT CONSTRUCTION	5 721	
TAXE APPRENTISSAGE	1 019	
ETAT AUTRES CHARGES A PAYER	4 817	
Autres dettes		58 101
CLIENTS RRR A ACCORDER	58 101	

ANNEXE - Elément 6.12

Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros		Période	Montants	31/12/2019
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			66 812	66 812
Charges constatées d'avance - FINANCIERES				
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES				
TOTAL				66 812

ANNEXE - Elément 6.12

Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros		Période	Montants	31/12/2019
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION			48 067	48 067
Produits constatés d'avance - FINANCIERS				
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS				
TOTAL				48 067

ANNEXE - Elément 6.14

Capital social

Etat exprimé en euros

31/12/2019

Nombre

Val. Nominale

Montant

ACTIONS / PARTS SOCIALES				
	Du capital social début exercice	2 500,00	16,0000	40 000,00
	Emises pendant l'exercice		0,0000	
	Remboursées pendant l'exercice		0,0000	
	Du capital social fin d'exercice	2 500,00	16,0000	40 000,00

ANNEXE - Elément 9

Dettes garanties par des Sûretés Réelles

Etat exprimé en euros

Nat. Dette	Nature de la Garantie	Org. Bénéficiaire	Montant début	31/12/2019
	Nantissement du fonds de commerce sur les emprunts dans la limite de la créance restant due	CIC LYONNAISE	50 000	
		TOTAL	50 000	

Annexe libre

Etat exprimé en euros

Autres informations complémentaires

Détail des dettes , créances, charges et produits concernant les sociétés liées GTS et Your Team

- Dette fournisseur Your Team 14 271
- Dette cc Gts garantie passif 124 760
- Charges de prestations Your Team 225 000

Engagements en matière de pensions et retraites

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite.

Au vue du caractère non significatif de cet engagement , eu égard à la structure actuelle de la société, et de l'aléas des variables de calcul, aucune simulation n'a été réalisée.

A2A
Société par actions simplifiée au capital de 40 000 euros
Siège social : 39 chemin du Vieux Chêne, 38240 MEYLAN
382 331 478 RCS GRENOBLE

DÉCISIONS DE L'ASSOCIÉE UNIQUE
DU 30 JUIN 2020

DÉCISION D'AFFECTATION DU RÉSULTAT
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2019

DEUXIEME DÉCISION

L'associée unique, sur proposition de la Présidente de la Société, décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2019 s'élevant à 341 799,55 euros de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice	341 799,55 euros
En totalité au compte "autres réserves".	

Conformément à la loi, l'associée unique prend acte que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercice clos le 31 décembre 2016 : Néant

Exercice clos le 31 décembre 2017 : Néant

Exercice clos le 31 décembre 2018 :
100 000,00 euros, soit 40,00 euros par titre
dividendes non éligibles à l'abattement de 40 % : 100 000,00 euros

Certifié conforme
La Présidente

